

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Adopté

AMENDEMENT

N ° II-CD64

présenté par

M. Blairy, M. Barthès, Mme Bouquin, M. Dutremble, M. Guibert, M. Houssin, M. Humbert,
 Mme Lechanteux, M. David Magnier, M. Marchio, M. Markowsky, M. Meurin, Mme Sabatini et
 M. Vos

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	2 000 000	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	2 000 000
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
Sûreté nucléaire et radioprotection	0	0
TOTAUX	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 2 000 000 en AE et en CP :

- du programme 217 conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables, action 25. CNDP
- vers le programme 159 Expertise, information géographique et météorologique, action 13 météorologie

Après plusieurs années de baisse des budgets de Météo France, il convient de redonner des marges de manœuvre à cet EPA pour lui permettre de continuer à délivrer un service de qualité.

La mission d'information de Météo France concourt non seulement à l'information des citoyens et des acteurs économiques (agriculteurs, pêcheurs, transporteurs...) mais également à garantir la sécurité des biens et des personnes.

Dans ce métier, l'anticipation et la prévision sont clé, et nécessitent des équipements à la pointe de la technologie.

Aujourd'hui, l'établissement doit faire face aux défis du changement climatique, du renouvellement des supercalculateurs et de l'intelligence artificielle. Faute de soutien, c'est un pan de souveraineté nationale qui risque de disparaître, remplacé par des organismes publics d'autres États, ou même par des sociétés privées.